

Les communes ne peuvent pas sauver la planète seules

ÉCOLOGIE

Face aux dangers climatiques mondiaux, à quoi servent les petites mesures communales? S'il est évidemment plus efficace d'agir sur le système financier et au niveau fédéral, il faut intervenir à tous les niveaux, répondent les spécialistes. Preuve de l'efficacité des actions municipales: Montreux a diminué ses rejets de CO₂ de plus d'un tiers depuis l'an 2000 et Lausanne de 20% depuis 2005. Insuffisant, jugent les Verts, qui annoncent une salve d'interventions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans plusieurs localités du canton. Notamment Pully, Blonay, Saint-Légier ou La Tour-de-Peilz. A Vevey et Villeneuve, les écologistes demanderont même l'élaboration d'un «plan climat» et davantage de moyens financiers pour lutter contre le réchauffement. Lausanne est quant à elle priée de déclarer l'urgence climatique.



Caleb Walther, municipal à Montreux, et Pascal Mullener (à d.), délégué à l'énergie, devant le chauffage à distance de la piscine de la Maladaire, moyen efficace pour réduire les émissions de CO₂ de la ville.

Le 11 décembre, le Conseil national refuse une loi visant à réduire les émissions suisses de CO₂, qui ne satisfait ni la droite ni la gauche. Le 18 janvier, des gymnasiens descendent par milliers dans les rues (notre photo de page 1). Le 15 mars, des jeunes de tous pays feront à nouveau grève pour le climat. Des professeurs d'université européens rejoindront le mouvement. Tous soulignent l'urgence d'agir pour enrayer les changements climatiques. Et limiter leurs effets potentiellement dramatiques sur le vivant.

Les scientifiques s'accordent: les objectifs de l'Accord de Paris - limiter la hausse des températures à 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle - sont inatteignables. Mais il faut aujourd'hui tenter de limiter le réchauffement à 2°C. Au-delà, l'humanité pourrait être en danger (voir interview ci-contre). Or, en l'état actuel, la planète se dirige même vers un réchauffement de 4°C minimum, à croire Martine Rebetez, professeure de climatologie à l'Université de Neuchâtel et à l'Institut fédéral WSL (forêt, neige et paysage).

Dopés par la mobilisation étudiante, Les Verts vaudois réagissent. Le 28 janvier, ils annoncent le dépôt futur d'interpellations, de postulats et de motions dans une vingtaine de communes du canton. But: réduire leurs rejets de gaz à effet de serre. Parmi ces localités, Lausanne, Pully, Blonay, Saint-Légier, Vevey, La Tour-de-Peilz ou encore Villeneuve. «Le Canton élabore son plan climat, les communes doivent aussi jouer le jeu», explique Alberto Mocchi, président du parti cantonal.

Mesures radicales

A La Tour-de-Peilz, l'élue et climatologue Valentine Python interviendra au Conseil communal dès le mois de mars. «Les premières mesures demandées concerneront l'adaptation aux canicules, confie-t-elle. Nous aborderons ensuite les thèmes de l'alimentation en milieu scolaire, de la mobilité douce et du chauffage issu d'énergie renouvelable.»

«Dans la prochaine décennie, il faudrait abandonner complètement les énergies fossiles»

Martine Rebetez, climatologue

A Villeneuve comme à Vevey, les sections demanderont un «plan climat» communal. «Nous souhaitons que la Ville établisse un inventaire de ses émissions de CO₂ et définisse des objectifs de réduction ambitieux, explicite Antoine Dormond, conseiller communal veveysan. La Municipalité doit élaborer un plan d'action pour, entre autres, réduire l'impact du trafic individuel motorisé et accélérer le remplacement des systèmes de chauffage fonctionnant aux énergies fossiles. Il est important que notre Conseil communal accepte d'allouer davantage de moyens financiers pour le climat.»

Le Villenavois Léonard Studer souhaite lui aussi que sa commune soit plus active: «Il faut être plus incitatif pour que les habitants soient enclins à la transition énergétique, appuie-t-il. D'autre part, une Municipalité se doit de montrer l'exemple.»

Du côté de Lausanne, les Verts toujours enjoignent l'Exécutif à déclarer l'urgence climatique, déjà proclamée à Londres.

Los Angeles ou Bâle-Ville. Pour eux, les projets en lien avec l'environnement doivent être prioritaires. «C'est sur la vue d'ensemble qu'il faut agir, martèle Alice Genoud, coprésidente du groupe. La Ville doit octroyer davantage de moyens financiers et administratifs pour le traitement de ces dossiers. C'est un moment charnière où il est nécessaire de prendre des mesures radicales et exemplaires.»

Montreux réduit ses émissions d'un tiers

De nombreuses interventions qui interrogent: ces mesures communales en matière de réduction de gaz à effet de serre sont-elles vraiment efficaces? Première réponse à Lausanne, qui surveille ses émissions, hors énergie grise et importations, sur son territoire. Verdict: entre 2005 et 2016, elles

ont baissé de 20%. De plus de 500'000 tonnes à quelque 360'000 tonnes de CO₂, rejetées par an, malgré une population grandissante. Un habitant pesait 4 tonnes en 2005. En 2016, il n'en pèse plus que 2,7 par an. Derrière cette diminution, deux événements phares: le M2 et la construction de l'usine de tri des déchets Tridel, dont la chaudière alimente indirectement 1'300 postes d'immeubles. Lausanne vise une baisse de 20% supplémentaires de ses rejets carbonés à l'horizon 2030. Pour y parvenir, la Ville compte par exemple sur la construction des écoquartiers des Plaines-du-Loup et des Prés-de-Vidy. Diminution espérée: 8% par habitant. Montreux suit aussi l'évolution de ses rejets de CO₂. Ces 30 dernières années, la Commune a déployé un catalogue de mesures. Dont l'assainissement énergétique de son parc immobilier et la création de deux petits chauffages à distance, dont celui de la piscine de la Maladaire. Résultat, les émissions par habitant ont ici chuté de plus d'un tiers entre 2000 et 2014. Les objectifs - baisse de 20% - sont dépassés. Comme toutes les communes labellisées «Cité de l'énergie», ainsi que le Canton et la Confédération, Montreux vise la «société à 2'000 watts» après 2050.

Soit un volume inférieur à une tonne de CO₂ par habitant, contre encore 5,6 tonnes par an et par habitant en 2014. Dans la poursuite de cet objectif, la Ville planche notamment sur un système qui permettrait de réchauffer à distance les immeubles en hiver, mais aussi de les rafraîchir en été, grâce à l'eau du lac.

La Suisse pire que l'Allemagne

En réalité, le poids des communes est faible, comparé à celui du pays: 48,3 millions de tonnes d'équivalents CO₂ émises par an en Suisse selon l'OFEV (Office fédéral de l'environnement). Et même 109 millions de tonnes en incluant son commerce extérieur. Plus inquiétant, selon les ONG des Artisans de la transition et de l'Alliance climatique suisse, les investissements de la Banque nationale suisse (BNS) dans l'industrie fossile pèseraient à eux seuls plus de 48,5 millions de tonnes de CO₂. Pire encore, la place financière suisse dans son entier multiplierait par vingt les émissions domestiques du pays. Soit au total 2,6% des émissions mondiales, selon nos calculs. Davantage que la France sur son territoire et même que l'Allemagne, et ses 82,6 millions d'habitants, sur le sien.

«Établir un lien entre la détention d'actifs financiers et les émissions de CO₂ est sujet à controverse, se défend, Walter Meier, porte-parole de la BNS. Du point de vue de la BNS, il est difficile de comprendre quelles méthodes de mesure ont été utilisées.»

Au regard de ces chiffres, pourquoi continuer d'agir au niveau communal et individuel? «Aujourd'hui, le discours sur les choix individuels et sur les PME est très culpabilisant alors que des décisions beaucoup plus efficaces pour réduire nos émissions pourraient être prises au niveau fédéral, concède Adèle Thorens, conseillère nationale verte lausannoise. Notamment en légiférant sur les investissements de la place financière, en interdisant progressivement la mise sur le marché de voitures hyper polluantes grâce à des prescriptions de plus en plus sévères ou en excluant rapidement l'installation de nouveaux chauffages à mazout. Or, on n'arrive pas à prendre ces décisions. Il faut donc agir où l'on peut et il y a des leviers importants au niveau communal.»

Presque impossible...

Même son de cloche du côté de la climatologue Martine Rebetez: «En l'état actuel, il est trop tard pour éviter une partie du réchauffement annoncé, mais il est encore temps pour éviter le pire. Rien n'est inutile et il est indispensable d'agir à tous les niveaux. Sur le système financier soutenant les énergies fossiles, à l'échelle individuelle et dans les communes.

Chaque dixième de degré en moins est précieux parce qu'il y a beaucoup d'effets multiplicateurs (réd: réactions en chaîne). C'est comme quand vous faites la Patrouille des glaciers. Ce n'est pas parce que vous êtes obligé de transporter une corde de deux kilos dans votre dos qu'il ne faut pas réduire le reste. Chaque gramme compte dans le sac que vous portez sur 100 kilomètres-efforts. Il y a maintenant urgence. Dans la prochaine décennie, il faudrait abandonner complètement les énergies fossiles.» Problème: selon l'OFEV, la Suisse ne vise le zéro-carbone qu'autour de 2050. Pour y parvenir, les spécialistes s'entendent sur la nécessité d'agir à tous les niveaux. Reste cet aveu: «Notre objectif pour 2035 est d'abaisser nos émissions de 54% par rapport à l'an 2000, note Pascal Mullener, délégué à l'énergie de Montreux. Ce sera excessivement difficile d'y arriver sans un soutien législatif conséquent de la Confédération.»

«La richesse, c'est aujourd'hui un droit de détruire la planète», dénonce Dominique Bourg.

Dominique Bourg:

«Le responsable, c'est le système économique»

Philosophe spécialiste du climat, le professeur de l'Université de Lausanne préconise la décroissance.

Entretien: Amit Juillard

A quoi servent les politiques communales en matière de climat?

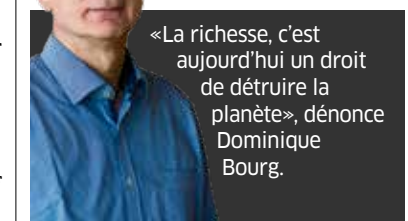
➤ Ce sont des petits pas qui nous permettront d'en faire de plus grands après. Ça sensibilise les gens. On est bien d'accord, ce n'est pas suffisant. Et alors? Ce sont des incitations par l'exemple. Si demain, il est normal de ne pas avoir de bagnole, les gens ne seront pas frustrés de ne pas en avoir. Les politiques locales sont aussi fondamentales pour amener les citoyens à réduire leur consommation.

A notre échelle, quelles sont nos marges d'action aujourd'hui?

➤ Nous pouvons déjà agir sans trop atteindre le système économique et politique en place. C'est un quart du chemin que nous pouvons faire. La Suisse représente un millième des émissions mondiales (réd: sans tenir compte de ses importations et de sa place financière). Donc si la Suisse était très vertueuse, ça ne changerait pas grand-chose. Or les Suisses, en tant qu'individus, font partie des 10% de la population mondiale qui émet 50% des gaz à effet de serre. Vous imaginez bien que les autres 90% ne feront rien si cette petite partie suisse des 10% ne fait rien. Mais il y a un aspect où le Suisse est immédiatement gagnant. C'est tout ce qui concerne l'adaptation. La Suisse est un pays qui va payer le changement climatique très cher. La montagne continuera de se déstructurer. Les pluies torrentielles vont se répéter. Pour s'adapter, il faut agir en amont.

Si ces mesures communales ne sont pas suffisantes, comment répondre à la question environnementale?

➤ Nos sociétés ne fonctionnent plus sans une croissance continue du PIB. Mais vraiment tenir



«La richesse, c'est aujourd'hui un droit de détruire la planète», dénonce Dominique Bourg.

compte du changement climatique, c'est entrer en contradiction avec cette croissance. C'est pourquoi on n'agit qu'à la marge. Parce que tout le monde tient au système et à son confort. Or, le GIEC recommande de réduire nos émissions entre 45% et 58% durant la décennie qui arrive. C'est gigantesque! Nous devons décroître. Il faut réduire les flux de matières et les flux d'énergie. Il faut aussi resserrer les inégalités. Si vous voulez que l'ensemble des gens fassent des efforts mais qu'ils savent qu'une petite partie n'en fait pas, ça ne marche pas. La richesse, c'est un droit à détruire la planète.

Quelle est la responsabilité de notre modèle économique sur le changement climatique?

➤ Elle est totale. Notre système vit sur l'emprunt. Il crée de la dette pour l'emprunt. Et pour rembourser la dette, il faut consommer des ressources. A toutes ces difficultés s'ajoutent les populistes qui arrivent au pouvoir. Or ils ont tous en commun la dénégation des problèmes environnementaux. Ils vont nous faire perdre les dix ans qui pouvaient faire qu'on échappe à exploser les 2 degrés. Quand les scientifiques parlent d'effondrements, ce n'est pas une blague.

Est-il vraiment possible de changer ce système économique et politique?

➤ Les freins vont être énormes. Mais les gens vont morfler de plus en plus. Donc ils finiront par comprendre que le changement climatique, ce n'est pas juste aller à la piscine en hiver. Le problème, c'est que nous avons peu de temps. Si nous dépassons un peu les 2 degrés supplémentaires, le risque d'emballage et de dérive automatique vers une planète chaude, entre 3 et 6 degrés de plus, existe. Or nous allons atteindre ces 2 degrés supplémentaires. Si nous les excédons, nous pourrions être dans une planète-étuve dès les années 2060. Ça voudrait dire une population humaine résiduelle de quelque centaines de millions voire d'un milliard d'habitants. Les gens vont crever. Le changement climatique, c'est probablement ça.

Sur www.leregional.ch. Interview complète

2,6%

Part estimée de la Suisse sur les émissions mondiales d'équivalent CO₂ en incluant sa place financière